



Le 6 décembre 2016

## Lettre ouverte des agents du SIP d'Aubervilliers

Monsieur le directeur,

Nous, agents du SIP d'Aubervilliers, nous sommes réunis en HMI ce 6 décembre avec nos organisations CGT, FO, Solidaires. Depuis la rentrée, nous nous sommes réunis de nombreuses fois pour vous alerter sur nos conditions de travail. Vous êtes vous-même venus le 22 septembre 2016 devant l'urgence de la situation qui ne fait que se dégrader de jour en jour à une vitesse dangereuse. Malgré vos paroles de convenance lors de cette assemblée en notre présence pour nous rassurer, votre « soi-disant » impuissance à palier cette situation dramatique nous a tous laissé dubitatifs et inquiets alors que votre fonction de directeur départemental vous octroie la capacité d'améliorer nos conditions de travail des plus déplorables pour un service public.

Nous continuons d'exiger que tous les postes soient pourvus. Lors de votre venue, vous nous avez indiqué l'arrivée de 5 agents C. Seulement 4 ont effectivement intégré le service. À ce jour, il nous manque donc encore 8 contrôleurs et 2 agents.

A ce jour, rien n'a changé de manière significative et la situation s'est grandement détériorée :

- les agents sont continuellement et quotidiennement à l'accueil avec 2 jours de fermeture dans la semaine pour palier aux manques d'effectifs entraînant de surcroît des accueils interminables où les agents ne peuvent même plus manger à partir de midi (comme par le passé) et finissent à des heures tardives au-delà de 17h, voire souvent 18h ;
- des dossiers qui s'accumulent et s'entassent, rajoutés à cela la gestion des mails qui devient de plus en plus lourde entre la balf et e-contact où on attend de l'agent d'être à jour tant dans ses dossiers papiers qu'électroniques ;
- des demandes supplémentaires de traitements de dossiers, tel que les gracieux, au-delà de nos attributions (pour les agents C) pour désengorger une situation qui atteint son seuil de tolérance critique ;
- Le manque de contrôleurs a des conséquences inacceptables : devant l'affluence de demandes gracieuses, on demande aux agents C de traiter ces demandes, de faire le travail des agents B. Pour autant, les salaires restent, eux, des rémunérations d'agents C. D'autant plus que les agents B, avec cette baisse drastique des effectifs et la fermeture de la cellule CSP, se retrouvent à faire un travail au-delà de leur capacité de gestion face à l'afflux énorme des dossiers que ce soit les gracieux et le contrôle

sur pièce. De ce fait, si le travail des contrôleurs ne peut être fait parce qu'ils ne sont plus assez nombreux, alors il nous faut plus de contrôleurs. Simple à comprendre, non ?!

- le comptage systématique des dossiers traités par les agents pour satisfaire des chiffres qui ne reflètent pas la réalité d'une situation des plus difficiles pour le travail de l'agent ;
- des locaux en mauvais état, du matériel informatique tombant régulièrement en panne, des applications du portail métier ou de Iliad qui fonctionnent au ralenti, le chauffage qui reste inutilisable pendant une semaine en période hivernale, tous ces derniers éléments s'ajoutent à la situation déplorable que vivent les agents au quotidien !

**À cela nous opposons le droit au respect des statuts et le droit de travailler dans des conditions normales digne d'un service public !**

On nous indique que cela est temporaire. Certes. Mais demain, quelle sera la nouvelle urgence ? Lors de votre visite, votre discours sur le fait que les statistiques ne primaient pas se heurte à la réalité. Cette réalité, c'est que l'urgence du moment étant les gracieux, tout doit être fait, y compris en violation des statuts, pour écouler cette masse de travail. **Nous n'acceptons pas cet état de fait !**

Le nombre d'Unité d'Assiette pour le SIP est de 104 287. Cela représente plus de 5 000 articles par agents ! Une situation qui ne permet pas que l'ensemble des missions soient assurées correctement. Et il faudrait en plus suppléer le manque d'effectifs ?

**Encore une fois nous n'acceptons pas cet état de fait !**

Nous ne pouvons plus effectuer correctement nos missions sans en subir un stress continu des plus néfastes. Les agents se font déjà écrêter mois après mois. Cette situation ne peut plus durer.

**Ce ne sont pas aux agents de SIP de porter le poids d'une direction qui les a mis dans cette situation et les a abandonnés à leur sort !**

Nous demandons à ce que la direction revienne apporter des garanties aux agents. Nous exigeons, maintenant, tout de suite :

- **L'affectation des 8 postes B et des 2 postes C toujours vacants**
- **La remise en place de la cellule CSP**
- **Le respect du statut général et des statuts particuliers**
- **Le bon fonctionnement des applications de travail, et des locaux en bon état d'utilisation, surtout en période de grand froid !**